

La voix de l'opposition de gauche

Le 20 mai 2019

CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(23 pages\)](#)

Défense du marxisme.

L'illusion de la liberté sous le régime capitaliste.

Engels (1884), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

Nous avons vu plus haut comment, à un degré assez primitif du développement de la production, la force de travail humaine devient capable de fournir un produit bien plus considérable que ce qui est nécessaire à la subsistance des producteurs, et comment ce degré de développement est, pour l'essentiel, le même que celui où apparaissent la division du travail et l'échange entre individus. Il ne fallut plus bien longtemps pour découvrir cette grande « vérité » : que l'homme aussi peut être une marchandise, que la force humaine est matière échangeable et exploitable, si l'on transforme l'homme en esclave. A peine les hommes avaient-ils commencé à pratiquer l'échange que déjà, eux-mêmes, furent échangés.

Avec l'esclavage, qui prit sous la civilisation son développement le plus ample, s'opéra la première grande scission de la société en une classe exploitante et une classe exploitée. Cette scission se maintint pendant toute la période civilisée. L'esclavage est la première forme de l'exploitation, la forme propre au monde antique; le servage lui succède au Moyen Age, le salariat dans les temps modernes. Ce sont là les trois grandes formes de la servitude qui caractérisent les trois grandes époques de la civilisation; l'esclavage, d'abord avoué, et depuis peu déguisé, subsiste toujours à côté d'elles.

Le stade de la production marchande avec lequel commence la civilisation est caractérisé, au point de vue économique, par l'introduction: 1. de la monnaie métallique et, avec elle, du capital-argent, de l'intérêt et de l'usure; 2. des marchands, en tant que classe médiatrice entre les producteurs; 3. de la propriété foncière privée et de l'hypothèque et 4. du travail des esclaves comme forme dominante de la production. La forme de famille correspondant à la civilisation et qui s'instaure définitivement avec elle est la monogamie, la suprématie de l'homme sur la femme et la famille conjugale comme unité économique de la société. Le compendium de la société civilisée est l'État qui, dans toutes les périodes typiques, est exclusivement l'État de la classe dominante et qui reste essentiellement, dans tous les cas, une machine destinée à maintenir dans la sujétion la classe opprimée, exploitée. Sont également caractéristiques pour la civilisation: d'une part, la consolidation de l'opposition entre la ville et la campagne, comme base de toute la division sociale du travail; d'autre part, l'introduction des testaments, en vertu desquels le propriétaire peut disposer de ses biens, même au-delà de la mort. (...)

Avec cette organisation pour base, la civilisation a accompli des choses dont l'ancienne société gentile n'était pas capable le moins du monde. Mais elle les a accomplies en mettant en branle les instincts et les passions les plus ignobles de l'homme, et en les développant au détriment de toutes ses autres aptitudes. La basse cupidité fut l'âme de la civilisation, de son premier jour à nos jours, la richesse, encore la richesse et toujours la richesse, non pas la richesse de la société, mais celle de ce piètre individu isolé, son unique but déterminant. Si elle a connu, d'aventure, le développement croissant de la science et, en des périodes répétées, la plus splendide floraison de l'art, c'est uniquement parce que, sans eux, la pleine conquête des richesses de notre temps n'eût pas été possible.

Comme le fondement de la civilisation est l'exploitation d'une classe par une autre classe, tout son développement se meut dans une contradiction permanente. Chaque progrès de la production marque en même temps un recul dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité. Ce qui est pour les uns un bienfait est nécessairement un mal pour les autres, chaque libération nouvelle de l'une des

classes est une oppression nouvelle pour une autre classe. L'introduction du machinisme, dont les effets sont universellement connus aujourd'hui, en fournit la preuve la plus frappante. Et si, comme nous l'avons vu, la différence pouvait encore à peine être établie chez les Barbares entre les droits et les devoirs, la civilisation montre clairement, même au plus inepte, la différence et le contraste qui existe entre les deux, en accordant à l'une des classes à peu près tous les droits, et à l'autre, par contre, à peu près tous les devoirs.

Mais cela ne doit pas être. Ce qui est bon pour la classe dominante doit être bon pour toute la société avec laquelle s'identifie la classe dominante. Donc, plus la civilisation progresse, plus elle est obligée de couvrir avec le manteau de la charité les maux qu'elle a nécessairement engendrés, de les farder ou de les nier, bref, d'instituer une hypocrisie conventionnelle que ne connaissent ni les formes de société antérieures, ni même les premiers stades de la civilisation, et qui culmine finalement dans l'affirmation suivante: l'exploitation de la classe opprimée serait pratiquée par la classe exploitante uniquement dans l'intérêt même de la classe exploitée; et si cette dernière n'en convient pas, si elle va même jusqu'à se rebeller, c'est la plus noire des ingratitude envers ses bienfaiteurs, ses exploités.

Les droits de l'homme conviennent aux esclavagistes qui s'en réclament.

K. Marx – F. Engels : La sainte famille ou Critique de la critique critique

On a démontré comment la reconnaissance des droits de l'homme par l'État moderne ne signifie pas autre chose que la reconnaissance de l'esclavage par l'État antique. La base naturelle de l'État antique, c'était l'esclavage; celle de l'État moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'État moderne, dont c'est là la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme.

Le christianisme tout comme les autres religions se sont accommodés de l'esclavagisme.

Karl Marx et Friedrich Engels. Sur la religion.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée et n'ont à offrir à celle-ci que le vœu pieux que la première veuille bien se montrer charitable.

Les principes sociaux du christianisme placent dans le ciel ce dédommagement de toutes les infamies dont parle notre conseiller, justifiant par là leur permanence sur cette terre.

Les principes sociaux du christianisme déclarent que toutes les vilenies des oppresseurs envers les opprimés sont, ou bien le juste châtiment du péché originel et des autres péchés, ou bien les épreuves que le Seigneur, dans sa sagesse infinie, inflige à ceux qu'il a rachetés.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'avidité, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille ; le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance beaucoup plus encore que des son pain.

Les principes sociaux du christianisme sont des principes de cafards et le prolétariat est révolutionnaire.

En voilà assez pour les principes sociaux du christianisme.

Quand « l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire »...

Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ”

(La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

“ Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain. ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

“ Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir.”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

“ C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître.”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi *“ sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel. ”*

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation.

Nous n'avons donc pas seulement chez Rousseau une marche de la pensée qui ressemble à s'y méprendre à celle qui est suivie dans le Capital de Marx, mais même dans le détail toute une série des tournures dialectiques dont Marx se sert : processus qui, par nature, sont antagonistes et contiennent une contradiction; transformation d'un extrême en son contraire; enfin, comme noyau de l'ensemble, la négation de la négation.

Parole d'internaute

- « Force est de constater qu'à l'inverse de prendre la dystopie “1984” d'Orwell comme une menace à éviter, nos dirigeants ont décidé que c'était la meilleure façon pour eux d'asservir totalement le peuple pour asseoir et pérenniser leur pouvoir croissant.

Chacun peut constater la mise en oeuvre effective et croissante de la novlangue, cette corruption du langage qui détourne, jusqu'à l'inversion totale, le sens des mots.

Chacun peut constater la censure de plus en plus vaste et répressive de la parole et de la pensée ainsi que la répression de plus en plus violente des actes de contestation/rébellion.

Chacun peut constater l'écriture de "l'histoire" où les narratives et autres "fake-news" destinées à manipuler l'opinion publique remplacent l'information basée sur la réalité des faits.

Chacun peut constater l'avènement d'une caste dominante ultra-privilegiée et la création d'une plèbe qui ne cesse d'augmenter chaque année.

Chacun peut constater la diversion opérée pour détourner l'attention du peuple grâce aux guerres créées de toutes pièces, notamment celle, sans fin, "contre le terrorisme".

Chacun peut constater également la diversion opérée pour détourner l'attention du peuple grâce à la création artificielle d'un prétendu ennemi qui voudrait nous envahir et qu'il faudrait combattre sans relâche sur tous les fronts et par tous moyens, politiques, économiques et militaires : la Russie. »

La démocratie jusqu'à nos jours : Un mode de gouvernance de la minorité privilégié au pouvoir reposant sur l'ignorance ou l'absence de conscience de classe de la majorité des exploités.

Avant les élections dans l'UE, arrêt sur la notion de « démocratie » par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 16 mai 2019

LVOG - Il y en a qui en redemandent

- *Pour qu'un réel changement survienne, et qu'une vraie « démocratie » retrouve ses lettres de noblesse...*

Ah cette « démocratie » qui reposait sur l'esclavage...

- *Cette « démocratie » athénienne n'est pas née du hasard : au fil d'âpres luttes, elle a émergé en opposition à une oligarchie qui prévalait à l'époque – déjà ! – où un petit groupe d'aristocrates menait les affaires en fonction de ses intérêts, faisant passer ceux de la population bien après les siens.*

Les choses n'étant pas éternelles, quand au fil des guerres la Grèce perdit de son aura et que Rome commença à étendre la sienne, celle-ci instaura en lieu et place de la « démocratie », la « res publica », la République. Où le pouvoir revenait à quelques groupes de personnes plus fortunées que les autres. Quand on dit que l'histoire est un éternel recommencement...

LVOG - Recommencement, non, continuité...

Alors que les inégalités entre les classes servent de fondements aux régimes qui se sont succédés depuis que les classes et l'Etat existent.

- *La « démocratie » est gravement atteinte, dans ses fondements-mêmes. Et nous devons avoir la lucidité et le courage de le voir bien en face, pour le dénoncer, au risque de glisser plus encore vers cette peste brune qui a marqué l'histoire européenne au cours des dernières décennies, et dont l'émergence des partis d'extrême-droite marque le retour.*

LVOG - Ce serait la "peste brune", l'extrême droite qui menacerait la démocratie et non la survie du capitalisme et ses représentants qui sont ainsi épargnés.

Quand "le bulletin de vote" serait garant de la démocratie, autrement dit du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce ne sont pas ceux qui sont au pouvoir qui vous contrediront.

- *L'une des rares feuille de vigne qui en reste – sauf que là aussi, l'on assiste à des dérives et des tricheries devenues régulières – est le bulletin de vote...*

LVOG - Comprenne qui pourra !

- En réalité, la « démocratie » si souvent sollicitée dans les discours tant de droite que de gauche – ou de ce qu'il en reste – n'est plus qu'une illusion. Nous sommes déjà en « démocrature » ! Faut-il attendre qu'il soit trop tard et plonger plus bas encore pour comprendre ?

LVOG - Pour aller voter à l'élection européenne et cautionner ainsi une institution supranationale qui est la négation de la démocratie ?

Flagrant délit de fake news.

Brexit : la volte-face des médias du « Leave » - lepoint.fr 13 mai 2019

Le « Daily Mail » et le « Daily Express » ont changé de positionnement en quelques mois. lepoint.fr 13 mai 2019

Commentaire d'un internaute.

- "Non ! Concernant le Daily Express...

... Je m'inscris en faux.

Voir la version en ligne d'aujourd'hui 14 Mai : rien que la première page qui ne traite que du brexit, et de la façon suivante :

- "resembler Lord Adonis ridiculed by fellow tory etc. "

- photo titre : un brexiter attaquant verbalement Corbyn "I voted leave, full stop ! "

- "photo de Farage prédisant une défaite cuisante pour May"

- "2e photo de Farage "revelation, le moment où j'ai compris que le Brexit arriverait"

Photo de Rees-Mogg, titre "Rees Mogg tourne en ridicule un intervenant rester" (lors de son émission quotidienne sur radio LBC)

- 3 e photo de Farage..

- photo du chancelier autrichien ridiculisant Junker

- article vantant les "dividendes du Brexit"

- 4 e photo de Farage : il proteste contre la manière dont a été menée son interview avec Andrew Marr (BBC)

- photo de Michael Gove

- article a charge sur Guy Verhofstadt

- "Barnier marionnette de Merkel"

Etc. Tout ceci rien que sur la première page du Daily Express !

Il y a en tout 10 photos de Farage sur la première page en ligne ! 10 photos ! Chacun peut vérifier, à par cela l'article du Point nous parle de changement de stratégie !

Par contre le Daily Mail semble se concentrer davantage sur les celebs et les chiens écrasés, pas un article ou titre sur le Brexit."

Fabrication du consentement. Manipulation sondagière.

L'immigration et l'environnement au coeur des préoccupations des électeurs européens - L'Express.fr 13 mai 2019

Selon un sondage YouGov, l'immigration et l'environnement sont les sujets qui concernent le plus les citoyens européens. L'Express.fr 13 mai 2019

LVOG - Tiens, comme c'est étrange, un sondage qui contredirait les précédents. Pas tant que cela en réalité, car il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soit les couches les mieux loties et les plus influencées par l'idéologie dominante qui iront voter le 26 mai, les autres pour lesquelles les questions sociales sont prioritaires s'abstiendront.

Si vous avez bien fait attention, vous aurez remarqué que dans le titre de l'article de L'Express ils évoquaient les "électeurs européens", minoritaires jusqu'à nouvel ordre, et à l'intérieur de cet article ils devenaient "les citoyens européens", soit la majorité, un tour de passe-passe misérable pour justifier leur propagande ou faire croire que la majorité de la population y adhérerait.

"L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." - Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain.

Les syndicats ne sont plus voués qu'à accompagner la régression sociale sans fin, on s'en était aperçu depuis longtemps. Comment faire croire le contraire.

- Et ce même gouvernement entend aujourd'hui franchir un cap dans la mise en œuvre de l'intégration des organisations syndicales à ses plans et aux rouages de l'appareil d'État.

Ce 6 mai, Édouard Philippe a convoqué, aux côtés du patronat et d'associations diverses, les confédérations à Matignon sur l'emploi et la « transition écologique ». La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, résume l'enjeu : « il s'agit de passer de la concertation à la co-construction ». L'éditorialiste des Échos commente :

« Le terme "partenaires sociaux" change de définition (...). Pour éviter que concertation ne rime avec décélération des réformes, Emmanuel Macron tente de leur donner un nouveau rôle. Finie l'idée d'un contre-pouvoir qui engage un rapport de force pour obtenir des avancées. » (POI 8 mai 2019)

Si c'est Martinez qui le dit, vous êtes prié de le croire sur parole...

La Tribune des travailleurs (POID).

17 mai 2019 – Philippe Martinez a été réélu secrétaire général de la CGT à l'issue du 52e congrès avec 90,65% des suffrages exprimés. La CGT a réaffirmé son « refus » du « projet de loi de transformation de la fonction publique » et s'est engagée « à combattre le projet gouvernemental Delevoye de système universel de retraites à points et défend le maintien et l'amélioration des 42 régimes de retraites existants ».

Les syndicats sont même déjà intégrés à l'Union européenne.

Rappel. Le congrès de la CGT en route vers un basculement conforme à l'idéologie dominante ? - legrandsoir.info 16.04

La CGT s'apprête à tenir son congrès confédéral. Sur nombre de points, le document préparatoire tourne le dos à des principes majeurs qui ont fondé son existence et son action. (Egalement dans la causerie du 24 avril - LVOG)

Certes, des abandons, des révisions et des reculs avaient déjà été opérés depuis deux décennies. Mais les actuelles propositions marquent désormais un véritable basculement. Il en va ainsi – parmi bien d'autres exemples – des analyses et positions sur l'intégration européenne, sur les rapports internationaux, comme sur les migrations.

Alors que la nature même de l'Union européenne consiste précisément à déposséder chaque peuple du droit de décider de son avenir, et notamment à empêcher toute avancée sociale ou démocratique (c'est même pour cela qu'elle a été pensée puis fondée), le texte formule un étrange vœu pieux : « *L'Europe doit être identifiée comme protectrice et pas comme une menace pour les travailleurs* ». Pour qui est habitué à la littérature de Bruxelles, la phrase reprend mot pour mot les éléments de langage ressassés par la Commission européenne.

Les termes ont leur importance : copier/coller ceux des adversaires ne peut mener qu'à l'impasse et à l'alignement sur la pensée dominante. Ainsi, affirme le document, « *la CGT, avec d'autres au sein de la CES, porte un socle social harmonisant les droits (...)* ». Or le « socle social » est une invention spécifiquement bruxelloise, et l'« harmonisation » est le concept caractéristique de l'intégration européenne.

Des concepts qui ont peu à voir avec les luttes des salariés pour arracher des conquêtes sociales mais tout à voir avec le nivellement par le bas.

Le texte propose un peu plus loin une approche visant à « *casser cette idée 'Union européenne [égale] casse du service public'* ». Alors même que l'UE a précisément été conçue par le capital pour imposer une telle dynamique, on laisse entendre que celle-ci – ses traités, ses règles, ses institutions – pourrait être transformée dans l'intérêt du monde du travail... legrandsoir.info 16.04

Martinez réélu secrétaire général de la CGT - Reuters 17 mai 2019

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT depuis 2015, a été réélu vendredi pour un second mandat à l'issue d'un 52e congrès de la confédération houleux à Dijon (Côte d'Or).

Candidat unique à sa propre succession, il a recueilli 90,65% des suffrages, contre 95,4% lors du précédent congrès.

"Certains évoquent un mouvement stalinien et le manque de démocratie, mais chez nous, on discute, on a une opinion, on la défend, puis on vote", a-t-il lancé. "Et pour nous, ce n'est pas un problème, mais un atout" et "un signe de démocratie".

Le nombre d'adhérents de la CGT ne cesse de chuter depuis 2012, passant de 695.424 à 664.350 en 2016, selon le rapport d'activité. Le nombre d'adhésions recensées par an est lui aussi en baisse, passant de 41.368 en 2014 à 35.843 en 2017.

Elle est absente des petites et moyennes entreprises et très éloignée des nouveaux types de travailleurs, qui se multiplient avec l'émergence des plates-formes. Reuters 17 mai 2019

LVOG – Le miracle tant attendu ne s'est pas produit !

Monolithisme

"la CGT n'ayant pas connu la même trajectoire déclinante que le PCF", mais "les règles du débat interne, des façons de discuter une orientation, de désigner un dirigeant, n'ont pas été adaptées aux pratiques et aux attentes d'un corps militant en partie renouvelé". (<https://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/cgt-la-reponse-a-bernard-thibault-de-jean-pierre-page>)

LVOG - La CGT et le PCF infestés par le stalinisme depuis le milieu des années 20, ont bien emprunté *"la même trajectoire"* et les mêmes méthodes de fonctionnement antidémocratiques...

LVOG - Ce qui n'empêchera pas le POI et le POID d'axer leur ligne politique sur l'unité des syndicats "pour faire reculer Macron". Cela fait près d'un siècle que les syndicats collaborent avec l'Etat des capitalistes contre les intérêts des travailleurs, et que les dirigeants "trotskystes" de ces partis défendent leur indépendance niant de fait que les syndicats sont déjà intégrés "aux rouages de l'appareil d'État".

Les choses simples s'énoncent simplement, il faut reconnaître ce talent aux Echos. "Finie l'idée d'un contre-pouvoir qui engage un rapport de force pour obtenir des avancées" signifie qu'en dehors d'un soulèvement révolutionnaire des masses c'est une régression sans fin qui les attend, et que toutes les luttes doivent s'inscrire dans cette perspective politique pour y préparer les masses et construire le parti.

Voilà une position dogmatique, extrémiste qui va faire fuir les travailleurs, s'écrient nos détracteurs, à ce compte là on devrait abandonner toute référence au socialisme ou au communisme.

De toutes manières, que vous inscriviez ou non votre combat dans cette perspective, vous n'obtiendrez jamais rien en dehors de quelques miettes, donc nous n'avons rien à perdre et tout à gagner en annonçant la couleur aux travailleurs, au moins vous vous donnerez les moyens de recruter les plus déterminés d'entre eux sur la base d'une perspective politique correcte, ce n'est pas si mal que cela, non ? Si on avait adopté cette tactique au lieu de s'adresser aux appareils pourris du PS et du PCF ou des syndicats qu'ils contrôlaient, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui.

Les tactiques adoptées par les trotskystes pendant 70 ans ce sont avérées foireuses, qu'il s'agisse de l'entrisme ou du front unique ouvrier ou de raccourcis scabreux pour construire le parti. Contrairement à

autrefois le mouvement ouvrier et les syndicats ont abandonné les aspirations légitimes des travailleurs, leur fonction ne consiste plus qu'à participer au bradage de tous nos droits sociaux collectifs.

Si on s'en était tenu à l'analyse du développement des contradictions du capitalisme et les conclusions auxquelles étaient parvenus Marx et Engels, on aurait pu prévoir en terme politique quelle serait l'évolution des conséquences de la survie du capitalisme en crise pour armer théoriquement la classe ouvrière et les classes moyennes et les préparer à l'affrontement direct avec le capital. Au lieu de cela, leurs héritiers autoproclamés enfourcheront le cheval de bataille du réformisme, qui coïncidait avec la période du cycle du capital d'après-guerre favorable à la classe ouvrière, oubliant qu'elle n'était pas destinée à durer indéfiniment, et que la contre-offensive de la réaction qui s'en suivrait serait d'autant plus violente que les classes exploitées avaient été pour ainsi dire anesthésiées par les avancées sociales dont elles avaient bénéficiées. Illusions cruelles dont elles allaient payer le prix fort une fois trahies ou abandonnées à leur triste sort par tous ceux qui étaient censés représenter leurs intérêts, donc sans moyen pour se défendre ou s'organiser, leur résistance demeurant isolée et dorénavant sans perspective politique.

Le flux et le reflux de la lutte des classes, les différents cycles du capital, avant, pendant et après une guerre, la période de réaction sur toute la ligne qui suit l'échec de la mobilisation de classe ouvrière ou son incapacité à poser (et résoudre) la question du pouvoir, la manière dont se traduisent en général les crises du capitalisme en terme de conséquences sociales désastreuses pour les exploités, l'instauration de régimes autoritaires sur les décombres de régimes pseudo-démocratiques, etc. personne ne peut affirmer qu'il l'ignorait, mais personne ne pouvait obliger nos dirigeants à en tenir compte.

Le capital a toujours su tirer profit sur tous les plans des réformes sociales qu'il avait dû concéder à la classe ouvrière, dont seule une minorité d'entre elle s'était mobilisée pour les obtenir, l'immense majorité et les générations suivantes en profitant et louant les vertus ou la générosité du capitalisme d'avoir ainsi contribué à l'amélioration de leur sort, de sorte qu'il pouvait compter sur elles pour assurer la stabilité politique du régime.

Cette profonde confusion ou cette absence de conscience de classe ne pouvait que profiter à terme à la réaction, préparant lentement mais sûrement les conditions politiques qui lui permettraient de s'attaquer aux réformes sociales qu'elle estimerait désormais inutiles ou obsolètes, trop coûteuses au regard du rendement qu'elle pouvait en attendre. Après avoir fait croire aux générations successives de travailleurs que le capitalisme pouvait rimer avec progrès social, l'heure sonnait de leur faire avaler que la régression sociale généralisée servirait à assurer leur bonheur présent et celui des générations futures, et peu importe qu'ils y croient ou non puisqu'ils n'auraient pas le choix et la menace d'une issue politique conforme à leurs intérêts de classe étant écartée pour longtemps.

La réaction pouvait d'autant plus user et abuser de cette escroquerie politique, que les dirigeants du mouvement ouvrier allaient s'évertuer à faire croire aux travailleurs qu'il suffirait qu'ils se mobilisent à quelques centaines de milliers, voire davantage pour obtenir satisfaction comme dans le passé, et une fois constaté que cela ne servirait à rien parce que la réaction ne lâcherait rien, cela devrait les conduire à cesser de se mobiliser, à les détourner du mouvement ouvrier, et au-delà de la politique, du régime, quelle aubaine, bref, de leur propre sort qui serait laissé à la discrétion de leurs bourreaux, situation idéale pour frapper le plus fort et le plus rapidement possible, la réaction profitant que son ennemi soit inorganisé et réduit à l'impuissance.

Apparemment personne ne s'est demandé pourquoi les principaux acteurs du mouvement ouvrier axaient leur politique sur les salaires ou ce qu'ils appellent vulgairement le pouvoir d'achat des travailleurs, qui justement consiste à réaliser le capital. Comment cela ? Le salaire est une partie de la plus-value que le travailleur a créé au cours du processus de production en mettant en oeuvre sa force de travail, et que le capitaliste lui octroie pour renouveler sa force de travail, dans laquelle entre en compte tous ses besoins tels qu'ils existent à un moment donné... Quand le travailleur va satisfaire ses besoins, quand il va se servir de l'argent qu'il a reçu en guise de salaire, que va-t-il restituer aux capitalistes en achetant (ou consommant) des marchandises (bien ou services), sinon la plus-value créée au cours du processus de production qui va tomber dans l'escarcelle des capitalistes, ainsi il va clore le cycle du capital. Allons plus loin.

Et une fois réalisée la valeur d'usage de cette marchandise, une fois que le travailleur aura consommé cette marchandise ou ce service, qu'est-ce qui lui restera, rien en terme de richesse, sinon quelques biens matériels illusoire dont la valeur se dépréciera ou qui s'useront et qu'il devra remplacer plus tard, se condamnant aux travaux forcés à perpétuité, tandis que les capitalistes auront augmenté leur fortune et leur

pouvoir, finalement ou sur le long terme les capitalistes sont les seuls gagnants, ce qui évidemment n'augure rien de bon pour les travailleurs par la suite, qui seront toujours plus exploités en échange de gains qui seront toujours plus réduits au strict minimum nécessaire pour reproduire leur force de travail, et encore.

On voit ici comment le mouvement ouvrier dégénéré a solidement arrimé les travailleurs au capitalisme au point de ne plus pouvoir s'en passer, au détriment de leur mode de vie ou de leurs aspirations. Nous ne sommes pas venus au monde pour devenir des esclaves, pour subir un mode de vie si détestable de notre enfance à nos vieux jours, consacrer notre vie à engraisser des capitalistes, pour vivre un tel cauchemar privé de liberté.

Et bien c'est ce facteur que le mouvement ouvrier a totalement évacué, et qui aurait dû être le moteur de la lutte de classe des exploités et des opprimés, et qui constituait l'axe politique autour duquel ils devaient réaliser leur unité, se rassembler pour abattre le régime en place, en finir avec le capitalisme.

Vous pouvez prendre n'importe quelle avancée sociale, et vous vous apercevrez que ce sont nos ennemis qui en tirent principalement profit. C'était inévitable, certes, je n'ai jamais affirmé le contraire, en revanche les travailleurs l'ignorent et tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, de sorte que leur condition ne peut qu'empirer ou la société se déliter un peu plus chaque jour.

Pendant deux mois, le temps des vacances scolaires, Vomsica, 4 ans, la petite-fille de ma compagne Selvi, séjourne chez nous. Cela fait trois semaines qu'elle partage notre quotidien. J'ai observé qu'elle avait un important déficit de sommeil. Elle fait des nuits de 9 à 10 heures et des siestes l'après-midi de 3 heures, j'en ai donc déduit que la pauvre gamine était littéralement épuisée par le rythme de vie qui lui était imposé le reste de l'année. C'est inhumain, monstrueux, cruel.

Selvi (48 ans) m'a raconté que pendant plus de 25 ans elle avait dû se coucher tous les soirs à 23 heures et se lever à 4 heures du matin. Elle travailla à l'extérieur, elle éleva ses trois enfants, et en plus elle se tapa la totalité des tâches ménagères avant et après la mort de son épouvantable époux alcoolique qui la battait et la violait. Quand je l'ai rencontrée il y a 6 ans, ses enfants étaient devenus adultes, elle travaillait entre 11 et 13 heures par jours 6 ou 7 jours par semaine. Du jour au lendemain elle a arrêté de travailler. Elle enchaîna des nuits de 10 à 12 heures et des siestes aussi longues que celles de sa petite-fille, tellement elle était épuisée par la vie d'esclave qu'elle avait subie. 6 ans plus tard, quand elle ne regarde pas un film le soir, elle fait encore des nuits de 10 heures et des siestes de 2 heures, elle me dispute parce que je ne l'ai pas réveillée plus tôt, elle dort si profondément que je la laisse dormir, je ne vais tout de même pas l'empêcher enfin de profiter de la vie.

Moi, voyez-vous, tout cela me bouleverse, me met en rage contre ceux qui s'accommodent du capitalisme, les fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme. Pour employer un langage populaire, 100 balles de plus ou de moins, la retraite 2 ans plus tôt ou plus tard, la baguette 10 centimes plus chère ou de moins chère, je n'en ai pas rien à taper mais cela est très loin de faire le compte, moi ce à quoi j'aspire, c'est vivre dans une société où je n'aurais plus besoin de faire ces comptes, vous comprenez. J'ai cité Selvi et sa petite-fille, mais on aurait pu citer des millions et millions d'autres exemples, en fait autant qu'il existe de travailleurs et leurs enfants ou petits-enfants.

L'immense majorité des travailleurs en France n'en ont rien à foutre des questions matérielles ou financières, en revanche ils ont une vraie vie de merde, ils ont de plus en plus conscience de vivre dans une société où les rapports sont de plus en plus pourris et cela les préoccupe ou les angoisse même, que cela ait un rapport avec le capitalisme agonisant, cela va de soi, mais ce n'est pas forcément l'angle sous lequel il faut les entreprendre, mais sur ce qu'ils vivent au quotidien ou ce à quoi ils aspirent légitimement, ensuite pourquoi leurs aspirations sont incompatibles avec l'existence du capitalisme...

Devinez pour qui ?

Européennes: Berger (CFDT) appelle à voter le 26 mai - AFP 16 mai 2019

A Paris, environ 5000 enseignants contre les réformes Blanquer - Le Parisien 18 mai 2019

Schisme à l'UNEF : une branche quitte le syndicat étudiant - Le Parisien 18 mai 2019

Coup de tonnerre dans le monde du syndicalisme étudiant ! Par une lettre de 22 pages datée de vendredi et dont nous avons pu prendre connaissance, la branche TUAS (« Tendance Unité et Action Syndicale) d'inspiration communiste et qui représente environ 25 % des membres (sur la base des votes au dernier Congrès) annonce qu'elle a fait « le choix de quitter l'organisation. »

« *L'UNEF n'est pas l'UNEF* », peut-on lire dans ce courrier qui insiste sur « *les impasses dans lesquelles elle ne cesse de sombrer.* » Rappelons que, depuis février dernier, l'UNEF est dirigée par Mélanie Luce, une étudiante en droit de 22 ans. « *Depuis le congrès, près de la moitié de ses membres a quitté TUAS* », tient à préciser la direction de l'UNEF.

Une stratégie inadaptée. Les signataires de ce courrier estiment que « *l'UNEF a de moins en moins de place dans le mouvement étudiant, aussi bien d'un point de vue institutionnel que sur les campus universitaires, tant dans l'animation de la vie étudiante et la solidarité, que dans les mobilisations.* » De fait, ce syndicat de gauche qui pendant longtemps a dominé la représentation syndicale a cédé la première place à la Fage (Fédération des associations générales étudiantes), représentant un centre réformateur, depuis les élections de 2016, ce qui s'est confirmé lors du scrutin de 2018. Alors que le taux de participation ne dépasse pas 10 %.

La Branche TUAS d'inspiration communiste, défie ainsi la TMN, (Tendance Majorité nationale, forte de 65 % des voix lors du dernier Congrès), qui fut très proche des socialistes et notamment des idées de Benoît Hamon. À côté, on trouve la TASER (Tendance pour une alternative syndicale et réformatrice) avec 7,17 % et la TACLE (Tendance pour une action collective et de luttes estudiantines).

Cette baisse d'audience mais aussi une évolution plus sociétale (féminisme et lutte contre le racisme) au détriment de la défense des intérêts des étudiants ont contribué à affaiblir le syndicat. Le Parisien 18 mai 2019

Acte 27

LVOG – Tiens, Castaner n'a pas sorti les black blocs, bon, cela ne valait pas le coup...

Des "Gilets jaunes" rares et apaisés célèbrent six mois de mobilisation - Reuters 18 mai 2019

D'après les chiffres de l'Intérieur, ce samedi la mobilisation est de nouveau à la baisse avec 15.500 manifestants dans toute la France. Pour leur part, les Gilets jaunes annoncent près de 40.500 mobilisés.

"*Macron va prendre une déculottée*", pouvait-on lire sur une banderole dans le cortège parti de la tour Total à La Défense - "*Total et l'Etat nous volent*", disait un calicot faisant référence au prix des carburants, dossier qui a été à l'origine du mouvement - jusqu'au Sacré-Cœur de Montmartre.

A Paris, un autre cortège peu fourni entre la place Clichy et celle de la République avait choisi le thème de l'écologie et notamment le refus du glyphosate, l'herbicide de Monsanto contre lequel des manifestations séparées étaient organisées samedi dans de très nombreuses villes de France.

Des appels nationaux ont été lancés pour se rassembler à Nancy et Reims et ont réuni, d'après les données annoncées dans la presse respectivement 1.600 et 2.000 participants. À Reims, des tensions entre forces de l'ordre et manifestants ainsi que des dégâts causés par des casseurs ont été constatés.

A Bordeaux, dont le centre-ville avait été interdit aux manifestants, quelque 1.500 personnes, "*Gilets jaunes*" et anti-Monsanto mêlés, ont défilé après avoir organisé une simulation des victimes des pesticides en se couchant à même le sol.

A Toulouse, place forte du mouvement où la place du Capitole a été interdite aux manifestants par arrêté préfectoral, entre 1.000 à 2.000 personnes, selon la police, ont défilé.

Plusieurs "*appels nationaux*" ont en outre été lancés pour se rassembler à Reims et Nancy, où quelque 2.000 personnes ont manifesté et quelques tirs de grenades lacrymogènes constatés après des jets de projectiles et des feux de poubelles.

D'autres rassemblements se sont tenus, par exemple à Besançon et à Saint-Nazaire. Reuters et sputniknews.com 18 mai 2019

Macron aux gilets jaunes: "La démocratie, ça ne se joue pas le samedi après-midi" - Le HuffPost

"Je tiens à l'ordre public, je tiens à la concorde républicaine, et donc je pense que maintenant chacun doit retrouver le cours de sa vie, exprimer ses divergences d'opinion, le faire librement, et le faire en particulier dans les temps que prévoit la démocratie, ce sont ceux du vote."

Six mois de "gilets jaunes": Macron respire mais reste fragile - AFP15 mai 2019

Comment ils ont instauré un régime totalitaire.

Dernière ligne droite vers un duel LaRem-RN annoncé - Reuters 12.05

- *"Ce qui rappelle le second tour de l'élection présidentielle de 2017 où le candidat centriste Emmanuel Macron était opposé au FN de Marine Le Pen."*

- *"On est en train (...) de rejouer le deuxième tour de l'élection présidentielle"*

Les favoris des européennes sont tous de droite - Le HuffPost 15.05

LR-PS-MoDem-LREM compatible

Jérôme Peyrat, ancien conseiller de Chirac et Sarkozy, rejoint l'Élysée - Franceinfo 12.05

Européennes : le socialiste Razzy Hammadi soutient En Marche ! - Le Parisien 16 mai 2019

Européennes : Ségolène Royal serait prête à soutenir la liste LREM - L'Express.fr

L'ancienne candidate PS à l'élection présidentielle, qui avait tenté de fédérer la gauche pour les européennes, négocierait un poste de commissaire européen. L'Express.fr

LVOG – Quand on vous dit que ce sont des prostituées...

Européennes : la surprenante proposition de Benoît Hamon - lepoint.fr 16.05

Pour tenter de séduire davantage d'électeurs, il révèle dans les colonnes du Parisien-Aujourd'hui en France sa proposition choc : *"Nous proposons la reconnaissance d'une nationalité européenne"*.

Selon lui, il s'agit là de rapprocher les peuples européens et de leur *"donner des buts communs"*. lepoint.fr 16.05

Quand Martinez appelle à voter pour la liste LREM aux élections européennes.

Philippe Martinez appelle les syndicats européens à «lutter contre tout repli nationaliste» - RT 13 mai 2019

Selon une récente analyse du document préparatoire du Congrès, rédigée par l'ancien responsable international de la CGT Jean-Pierre Page et le rédacteur en chef du mensuel Ruptures Pierre Lévy, la

direction de la CGT appellerait aujourd'hui à «identifier l'Europe comme protectrice et pas comme une menace pour les travailleurs». RT 13 mai 2019

Un médium nous informe que le PS pourrait se droitiser davantage.

LVOG – En voilà un qui sait de quoi il cause...

Mélenchon dénonce la "droitisation en vue au PS et à EELV" - AFP 13 mai 2019

Jean-Luc Mélenchon dénonce lundi sur son blog un "nouvel épisode de droitisation en vue au PS et à EELV", après le soutien apporté par le Premier ministre portugais, Antonio Costa, à la liste de La République en Marche.

"Les Verts européens ont déjà dit qu'ils étaient prêts à négocier avec la droite et les macronistes. La nouveauté c'est qu'une série de dirigeants sociaux-démocrates en font autant depuis quelques jours", affirme le chef de file de La France insoumise. (Vocifération de tartuffe, en Allemagne ils gouvernent déjà ensemble (lire plus loin), ce que Mélenchon n'ignore pas. - LVOG)

Ainsi le socialiste Antonio Costa a-t-il annoncé son soutien à la liste Renaissance de M. Macron, de même que l'ancien Premier ministre italien Matteo Renzi (Parti démocrate), relève M. Mélenchon. (Le nouvel ordre mondial, c'est le règne du parti unique.

Le "Spitzenkandidat" (candidat à la présidence de la commission) du PSE, Frans Timmermans, avait de son côté affirmé en avril envisager de construire une coalition avec les "libéraux progressistes".

"En 2014 déjà, les socialistes français avaient essayé de dramatiser le sens du vote européen. Il fallait voter pour eux pour éviter l'élection de (Jean-Claude) Juncker comme président de la Commission. À peine élu, les députés socialistes se renièrent et votèrent pour Juncker. Avec la droite. Et ils se partagèrent avec elle les postes dans la Commission et au Parlement européen", fustige M. Mélenchon. (Comme dans les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat en France depuis l'instauration de la Ve République, chut ! - LVOG)

Interrogé lundi au Talk du Figaro sur le soutien de M. Costa à LREM, le premier secrétaire du PS Olivier Faure a répondu avoir eu au téléphone M. Costa, qui "soutient la liste de Raphaël Glucksmann" (PS-Place publique), et le "dira clairement". (M. Costa soutient les listes PS-Place publique et LREM, c'est logique, non ? - LVOG)

M. Faure comme M. Glucksmann se sont déclarés hostiles à toute "grande coalition" associant la droite et la gauche au Parlement européen, sur le modèle du Parlement allemand. (Un consensus sera suffisant à cette étape. - LVOG)

Samedi, lors du meeting de LREM à Strasbourg, un message vidéo de M. Costa a été diffusé, où il affirme: *"Les forces progressistes doivent s'unir pour permettre le changement nécessaire, pour redonner confiance: cher Emmanuel, nous comptons sur ta détermination pour ces changements progressistes".* AFP 13 mai 2019

Mélenchon paie le prix de ses contradictions et reniements successifs.

LVOG – Monsieur Mélenchon le renégat du socialisme...

Jean-Luc Mélenchon dénonce une "boule puante" après le soutien d'un élu FI au RN - Le HuffPost 16 mai 2019

Un ex-soutien de Mélenchon appelle à voter RN "pour faire barrage" à Macron - AFP 15 mai 2019

Un élu régional LFI, ancien membre de l'équipe de campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé mardi qu'il quittait LFI et allait voter pour la liste du Rassemblement national aux élections européennes pour "faire barrage" à Emmanuel Macron.

"Emmanuel Macron a catalysé la colère des Français (?) il y a répondu par l'arrogance, par l'insulte. Donc j'appelle à voter pour la seule liste souverainiste, qui met en avant l'indépendance de la France et qui est la mieux à même de faire barrage à Emmanuel Macron et de faire barrage à ce rouleau compresseur anti-social", la liste de Jordan Bardella, a déclaré à BFMTV Andréa Kotarac, conseiller régional Auvergne-Rhône-Alpes.

M. Kotarac a dit souhaiter *"faire baisser le plus bas possible le score de LREM, au niveau du charisme de Nathalie Loiseau"*.

Il a précisé avoir rencontré la présidente du parti d'extrême droite Marine Le Pen qui l'a "rassuré" sur les questions sociales. *"Elle m'a appelé, elle m'a soutenu dans la tourmente"*.

"Je n'adhère pas au RN mais le contexte politique actuel nécessite un barrage à Emmanuel Macron. Si Emmanuel Macron est en tête il va accélérer ses réformes anti-sociales", a ajouté l'écu.

M. Kotarac a précisé par la suite sur son compte Twitter qu'il allait rendre son mandat de conseiller régional. Il avait été élu en 2015 sur la liste PS/MRC/EELV/PG du socialiste Jean-Jack Queyranne et siégeait depuis au sein du groupe Rassemblement citoyen écologiste & solidaire (RCES).

Elliott Aubin, élu LFI dans le 1er arrondissement de Lyon et "ami" de longue date de M. Kotarac, s'est dit "abasourdi" et "sidéré" par la nouvelle, en évoquant sur Twitter *"une cynique trahison politique à quelques jours d'un scrutin"*.

"Incompréhension, trahison. Condamnation absolue. On ne combat pas Macron avec le RN. On combat les deux quoi qu'il en soit", a tweeté de son côté Benoît Schneckeburger, candidat en 12e position sur la liste de LFI pour les élections européennes.

Le RN a salué de son côté, dans un communiqué, *"le courage et la lucidité de cet élu réellement insoumis, qui a compris que la dynamique du RN était la seule capable de stopper la politique d'Emmanuel Macron et avec elle, la soumission de la France à la politique néfaste de l'Union européenne"*.

La participation de M. Kotarac, partisan d'une ligne très souverainiste, à un forum en Crimée en avril organisé par Vladimir Poutine, avait fait polémique chez LFI.

"On a oublié cette pensée souverainiste, républicaine, laïque", a-t-il plaidé sur BFMTV. A propos de l'immigration, que combat le RN, il a dit *"(préférer) que les gens vivent dignement, fièrement, chez eux sans qu'ils aient à risquer leur vie"* dans un autre pays. AFP
15 mai 2019

Non, l'Union européenne n'a pas de paradis fiscaux !

Paradis fiscaux: L'UE retire les Bermudes, Aruba et la Barbade de la liste - Reuters 17.05

L'Union européenne a retiré vendredi l'archipel britannique des Bermudes, l'île néerlandaise d'Aruba (dans les Antilles) et la Barbade (micro-Etat des Caraïbes) de sa liste noire des paradis fiscaux, ne laissant aucun territoire européen sur la liste. Reuters 17.05

A chacun son paradis fiscal.

Le Portugal, paradis fiscal pour retraités - euronews 13 mai 2019

Le Portugal est considéré comme un eldorado pour les retraités européens. Ils peuvent non seulement y profiter d'un taux d'ensoleillement élevé, mais aussi d'une exonération fiscale pendant dix ans. euronews 13 mai 2019

LVOG - Ils ont oublié de préciser pour retraités aisés.

Personnellement avec ma retraite de misère (384 euros et quelques centimes), je déclare mes impôts en France pour ne pas avoir à en payer en Inde ou en France.

La France, un Etat policier et une justice aux ordres.

Pas de comportement déviant sur les lycéens de Mantes-la-Jolie, selon l'IGPN - Reuters

L'enquête administrative ouverte à la suite de l'interpellation de 151 jeunes, dont beaucoup de lycéens de Mantes-la-Jolie (Yvelines), en décembre dernier n'a mis au jour aucun "comportement déviant" de la part des policiers. Reuters

Le Sénat vote la suppression d'allocations des familles d'élèves absenteïstes - Le Parisien 16 mai 2019

Le Sénat à majorité de droite a entamé mardi l'examen en première lecture du projet de loi « *pour une école de la confiance* », défendu par Jean-Michel Blanquer comme « *profondément social* »... Le Parisien 16 mai 2019

Nouveau record du nombre de personnes incarcérées en France - Reuters 14 mai 2019

Le nombre de détenus en France a atteint un nouveau record en avril, atteignant 71.828 personnes incarcérées, selon des chiffres publiés mardi par le ministère de la Justice, trois mois après l'adoption d'une réforme qui doit permettre de réduire la surpopulation carcérale chronique dont souffrent les prisons françaises.

Au total, 83.887 personnes étaient écrouées au 1er avril dont 71.828 détenues et 12.059 non détenues - soit placées à l'extérieur, soit placées sous surveillance électronique -, selon la chancellerie. Depuis 2011, le nombre de personnes détenues en France est en constante augmentation et a franchi la barre symbolique des 70.000 en avril 2018.

Avec 71.000 détenus pour 59.459 places, la densité carcérale s'établit désormais à 117 %, contre 118% au 1er avril 2018. Elle dépasse les 140% dans les maisons d'arrêt.

Pour tenter de réduire cette surpopulation, le gouvernement a mis sur pied une réforme de la justice qui prévoit entre autres la création de 7.000 places de prison d'ici 2022 - et la livraison de 8.000 autres d'ici 2027 - et le développement des peines alternatives.

En complément. Loi Pacte : le Conseil constitutionnel valide les privatisations - l'express.fr 16.05

Adopté définitivement par le Parlement le 11 avril, le projet de loi prévoit, outre la privatisation du groupe Aéroports de Paris (ADP), gestionnaire des aéroports parisiens, le transfert au privé de la majorité du capital de la Française des Jeux et une diminution de la part de l'État au capital d'Engie (ex-GDF Suez). l'express.fr 16.05

Deux Gilets jaunes en fauteuil roulant gazés à bout portant par la police - sputniknews.com 13.05

Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montre des policiers gazer deux manifestants en fauteuil roulant et leur asséner des coups de pieds pour les faire reculer. L'auteur de cette vidéo, qui s'est confié à Sputnik, a indiqué que les deux hommes faisaient partie des «*cortèges pacifistes*».

Des policiers ont repoussé à coups de pied deux personnes en fauteuil roulant et portant des gilets jaunes avant de les gazer à bout portant. Une scène qui se trouve à 3 minutes 15 du live de Ludo Foggy Vidéos, filmé le 11 mai à Lille.

Contacté par Sputnik, l'auteur de ces séquences a raconté ce qui a provoqué une telle réaction de la police. Selon lui, les manifestants en fauteuil roulant faisaient partie des «*cortèges pacifistes*». Il a raconté qu'un palet de gaz était «*arrivé sous les fauteuils roulants*».

«Les personnes qui poussaient les fauteuils les ont repoussés du pied pour protéger les handicapés. Un policier a vu ça et a voulu arrêter une de ces personnes pour "jet de projectile" [...] Ils ont ensuite plaqué au sol un des garçons de façon très violente», précise-t-il.

D'après Lelly Gijabet, un manifestant en fauteuil roulant a été gazé alors qu'il voulait expliquer aux policiers ce qui c'était en réalité passé.

«Le jeune homme par terre criait qu'il n'avait rien lancé contre eux, ce qui est vrai puisqu'il n'a fait qu'écarter le danger pour son ami en fauteuil», ajoute-t-il.

D'après l'interlocuteur de Sputnik, un policier s'est ensuite retourné vers lui et un journaliste avant de les gazer car ils étaient en train de filmer la scène.

«Je précise qu'il n'y a eu aucune sommation et qu'on était sur le tracé déclaré de la manifestation», conclut-il.

Cette vidéo est apparue alors qu'Odile Maurin, présidente de l'association Handi-Social et Gilet jaune, doit comparaître le 16 mai prochain devant le tribunal correctionnel de Toulouse pour des violences commises sur des policiers «avec usage et menace d'une arme». Elle est accusée d'avoir fait chuter un policier à l'aide de son fauteuil roulant lors de la manifestation des Gilets jaunes du 30 mars.

Selon France 3, Mme Maurin a reconnu cette chute, survenue quand les forces de l'ordre procédaient à une évacuation. Mais elle l'a expliquée par le fait qu'un CRS avait actionné le joystick de son fauteuil. sputniknews.com 13.05

«J'ai vu un manifestant, j'ai visé la tête, j'ai tiré, sans raison», confie une policière - sputniknews.com 13.05

D'après un témoignage rapporté au Monde, une policière mobilisée depuis le début du mouvement des Gilets jaunes a admis avoir tiré au LBD «sans raison» dans la tête d'un manifestant.

Tandis que l'exécutif nie l'existence même de brutalités policières lors des manifestations des Gilets jaunes, une policière sous couvert d'anonymat a reconnu qu'elle avait tiré au LBD «sans raison» apparente dans la tête d'un manifestant, relate Le Monde.

«J'ai mis la cartouche, j'ai vu un manifestant, j'ai visé la tête, j'ai tiré, sans raison», a-t-elle indiqué. La personne, touchée sans gravité, a alors pris la fuite. La policière, quant à elle, n'en revient toujours pas: «Je ne sais pas du tout pourquoi j'ai fait ça.»

Elle n'en était d'ailleurs pas à sa première cartouche de la journée. «J'avais déjà tiré plusieurs fois, des tirs justifiés, sur des personnes en train de commettre des infractions», a-t-elle raconté à l'un de ses amis.

L'incident n'a pas été filmé, la victime n'a pas été éborgnée et la fonctionnaire n'a eu connaissance d'aucune plainte à ce jour. sputniknews.com 13.05

Faites tomber les masques. Le féminisme, c'est l'exploitation moderne et déguisée de la femme. A bas le féminisme !

Le Danemark, pays le moins féministe au monde? - Slate.fr 13 mai 2019

Au Danemark, numéro deux au classement des meilleurs pays dans lesquels être une femme-il fut longtemps premier avant d'être devancé par la Suède, «féminisme» est en passe de devenir un gros mot.

Tabou, le terme «féministe» effraie même la ministre danoise de l'Égalité, Karen Ellemann, qui a déclaré à plusieurs reprises ne pas l'être, se considérant plutôt comme militante pour l'égalité. Elle n'est pas la seule puisque selon les données, seulement un quart des femmes danoises se considèrent comme féministes.

En Suède, ce score dépasse les 46%. Le Danemark se classe même derrière des pays comme l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni qui, comme le souligne les journalistes Richard Orange et Pamela Duncan dans un article pour le Guardian, sont bien moins progressistes en matière d'égalité des sexes.

Tabou, le terme «*féministe*» effraie même la ministre danoise de l'Égalité, Karen Ellemann, qui a déclaré à plusieurs reprises ne pas l'être, se considérant plutôt comme militante pour l'égalité. Elle n'est pas la seule puisque selon les données, seulement un quart des femmes danoises se considèrent comme féministes.

En Suède, ce score dépasse les 46%. Le Danemark se classe même derrière des pays comme l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni qui, comme le souligne les journalistes Richard Orange et Pamela Duncan dans un article pour le Guardian, sont bien moins progressistes en matière d'égalité des sexes.

Un tiers d'entre elles affirme qu'un sifflement de la part de passants est acceptable, soit la deuxième proportion la plus élevée, derrière le Nigéria. «*Cela ne me dérange pas tant que c'est fait de manière agréable, assure une Danoise interrogée par le Guardian. Je vois ça comme un compliment. Beaucoup de Danoises disent qu'elles aimeraient que les hommes ressemblent davantage à ceux du sud de l'Europe et vous disent à quel point vous êtes belle.*» (Le féminisme, c'est comme tous les communautarismes, laideur, perversion, médiocrité, de la part de refoulées fanatiques ou de complexées hystériques, de ratées incapables de s'assumer. - LVOG)

Rikke Andreassen, professeure d'études en communication à l'université Roskilde, dans le nord du pays, soutient que les Danois-es tolèrent plus facilement le harcèlement sexuel en raison d'une culture qui tend à se concentrer sur les intentions plutôt que sur les actes. «*Chez nous, ce que vous dites ne peut pas être jugé raciste ou sexiste si ce n'était pas votre intention de départ, explique-t-elle. Tant que c'est fait de manière "amusante", attraper ou toucher une femme n'est pas problématique par exemple.*»

Ainsi, le mouvement #MeToo ne fut pas traité par les médias danois dans les rubriques Société ou Égalité, mais dans les pages Opinions et Culture. Les articles et reportages ont par ailleurs préféré s'attarder sur ce que risquait un homme s'il était accusé à tort, plutôt que sur les témoignages des victimes. D'après le sondage, plus de deux Danois-es sur cinq désapprouvent le mouvement. Slate.fr 13 mai 2019

LVOG - On retiendra, "*ce que vous dites ne peut pas être jugé raciste ou sexiste si ce n'était pas votre intention de départ*", contrairement à ceux qui pour des raisons idéologiques ou politiques vous imputeront cette intention ou interpréteront vos propos de la sorte.

Une femme, tout comme un homme, ne peut s'épanouir sur le plan individuel, qu'à partir du moment où ses droits sur le plan social sont pris en compte, d'où le combat pour leurs droits sur ce plan-là exclusivement dans le cadre de la lutte des classes, puisque si leur combat se situait dans un autre cadre il aboutirait à la collaboration de classes et donc desservirait leurs intérêts, seuls les membres des classes supérieures y trouveraient leur compte...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Plusieurs pays développés ne respectent pas assez le droit des enfants, dénonce une ONG - L'Express.fr 14 mai 2019

Le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande affichent des résultats inférieurs à la Syrie et la Corée du Nord compte tenu de leur richesse économique, alerte l'ONG KidsRights.

Le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande se placent respectivement à la 170e et 169e positions de ce classement basé sur des données de l'ONU, qui regroupe 181 pays. L'Express.fr 14 mai 2019

Totalitarisme, négationnisme et lobbying.

De l'Antiquité grecque à nos jours... On vous raconte la (très) longue saga de l'homéopathie - Franceinfo 12 mai 2019

À grand renfort de publicités, la campagne "*Mon homéo, mon choix*" bat son plein sur le Net. Et provoque l'ire de la grande majorité des scientifiques et des médecins qui souhaitent dénoncer ces traitements, très populaires en France mais dont on sait qu'ils ne sont pas des médicaments à l'efficacité établie. Alors que l'homéopathie est toujours remboursée dans notre pays, retour sur une longue histoire et une controverse actuelle qui s'avive.

Après des demandes récurrentes de déremboursement de l'homéopathie, tout semble s'accélérer au décours des années 2010. En 2014, le National Health and Medical Research Council (NHMRC) australien conclut, dans un rapport, qu'il n'existe pas de preuves fiables concernant l'efficacité de l'homéopathie. En France, en novembre 2016, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé lance un avertissement clair :

"Les médicaments homéopathiques ne peuvent être considérés comme des vaccins et se prévaloir de la désignation de vaccins homéopathiques."

Pas d'efficacité scientifiquement prouvée, c'est clair. Mais qu'en est-il de la sécurité d'emploi ? Un cas dramatique survenu en Italie, en mai 2017, nous interpelle : il s'agit de la mort d'un enfant de 7 ans traité par homéopathie pour une otite qui nécessitait une antibiothérapie.

(Scélérat : Il s'agissait d'un cas isolé à mettre au compte d'un médecin homéopathe fanatique ou inconscient du danger qu'il faisait courir à son patient en ne le traitant pas avec un antibiotique, ce que prescrivent en pareil cas la quasi totalité des médecins homéopathes, sinon il y aurait des morts à la pelle chaque jour et pas seulement en Italie ! Tenez pendant qu'on y est, combien de milliers de morts sont causés chaque année à cause de traitements inappropriés délivrés par des médecins allopathes ? - LVOG)

L'année dernière, un tournant se produit véritablement avec la "*tribune des 124*", parue dans Le Figaro, en mars 2018. Qui sont ces 124 ? Essentiellement des médecins, plutôt jeunes. Que veulent-ils ? Alerter sur l'absence de preuves d'efficacité de l'homéopathie et sur son caractère coûteux pour les finances publiques. La conséquence pratique de cette tribune est la fermeture définitive, à la rentrée 2018, de deux diplômes universitaires dispensés dans les facultés de pharmacie de Lille et d'Angers.

La controverse s'envenime. À la rentrée 2018, le syndicat national des médecins homéopathes français (SNMHF), en la personne du Dr Charles Bentz, porte plainte contre les 124 professionnels de santé signataires d'une tribune contre les "*médecines alternatives*" pour "*non-confraternité*". Mais les 124 sont soutenus : en décembre 2018, une tribune de 131 membres des Académies des Sciences, de Médecine et de Pharmacie est publiée. Elle affirme que :

Non, l'homéopathie n'est pas un médicament actif ;

Non, les produits homéopathiques ne peuvent plus continuer à entretenir le flou sur leur composition ;

Non, l'homéopathie n'est pas plus efficace qu'un autre placebo ;

Non, l'homéopathie n'est pas forcément inoffensive ;

Non, l'homéopathie ne saurait invoquer un effet thérapeutique ;

Non, l'homéopathie ne doit plus être enseignée dans les facultés de médecine et de pharmacie ;

Non, l'homéopathie ne coûte pas moins cher à la collectivité que la médecine conventionnelle.

Et maintenant ? Peu de politiques se manifestent en faveur de l'homéopathie, à l'exception de Xavier Bertrand, actuel président de la région des Hauts-de-France, signataire de la pétition en faveur du maintien du remboursement de l'homéopathie. On se rappellera qu'alors qu'il était ministre de la santé, il avait déclaré, en 2005, "*Tant que je serai ministre, on ne touchera pas à l'homéopathie*". Désormais, reste à attendre la décision de la Haute Autorité de Santé... Et celle de nos dirigeants. Franceinfo 12 mai 2019

LVOG - Quand vous traitez homéopathiquement un enfant en bas âge sur lequel l'effet placebo n'a aucun effet, et que le traitement s'avère efficace, je relate là ma propre expérience, vous en déduisez que ceux qui condamnent l'homéopathie ne sont pas vraiment animés des meilleures intentions envers la population...

Pourquoi assimilent-ils l'antisionisme à l'antisémitisme ? Sinon parce que le sionisme et le néolibéralisme sont unis par des liens indéfectibles.

Pour le Parlement allemand, le mouvement BDS est «antisémite» - RT 18 mai 2019

Après une proposition des deux partis au pouvoir, le Parlement allemand a adopté une motion qualifiant le mouvement BDS d'antisémite. L'AfD s'est abstenue, demandant une interdiction totale du mouvement, et Die Linke (gauche radicale) a voté contre.

Le Parlement allemand a adopté le 17 mai à une large majorité une motion condamnant le mouvement anti-israélien Boycott Desinvestissment Sanctions (BDS), qu'il juge antisémite.

Les parlementaires ont estimé que les appels de ce mouvement à boycotter d'Israël «*rappellent la période la plus terrible de l'histoire allemande*». Le texte, non contraignant, appelle le gouvernement à ne pas financer ou soutenir des groupes qui remettent en question le droit d'Israël à exister ou à se défendre.

«*Les autocollants "Don't buy" du mouvement BDS sur les produits israéliens évoquent inévitablement par association le mot d'ordre nazi : "N'achetez pas chez les juifs"*», est-il écrit dans la motion.

Le Bundestag «condamne toutes les déclarations antisémites (...) soi-disant formulées comme une critique contre la politique israélienne mais qui sont en réalité une expression de haine envers les juifs et leur religion», souligne la motion.

Le vote s'est tenu à la veille de la finale du concours de l'Eurovision à Tel-Aviv, que le BDS a appelé à boycotter. «*Israël utilise l'Eurovision pour blanchir ses terribles crimes contre le peuple palestinien*», explique l'organisation sur son site internet. Un appel soutenu par une cinquantaine de personnalités britanniques, dont les chanteurs Peter Gabriel et Roger Waters ou le cinéaste Ken Loach.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est réjoui de cette décision. «*Je salue le Bundestag pour l'importante décision qui reconnaît le BDS comme un mouvement antisémite et proclame qu'on ne peut pas lui verser de financement*», a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Le mouvement BDS a déploré l'association faite par le Parlement allemand entre «*la défense des droits des Palestiniens et l'antisémitisme*». «*C'est une trahison du droit international, de la démocratie allemande et de la lutte contre le réel racisme anti-juif*», a déploré le mouvement sur son compte Twitter. RT 18 mai 2019

LVOG – Que le SPD soit associé à cet amalgame ordurier d'extrême droite ne surprendra pas nos lecteurs.

Il n'est pas toujours facile de savoir à qui s'adresse Trump.

Droits de douanes sur l'automobile: Trump repousse de six mois sa décision - Reuters 17.05

Les Etats-Unis acceptent de lever les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium avec le Canada et le Mexique - AFP 17.05

Washington pourrait réduire certaines restrictions commerciales imposées à Huawei - Reuters 18.05

Moscou et Washington cherchent des terrains de rapprochement, Syrie en tête - AFP 14 mai 2019

Pour Poutine, Trump veut vraiment relancer les relations russo-US - Reuters 14 mai 2019

Russie-Etats-Unis : l'heure du dégel - euronews 14 mai 2019

John Bolton, le conseiller va-t-en-guerre d'un président qui n'aime pas la guerre - AFP 14 mai 2019

L'art de faire mine de.

Le Conseil de l'Europe démine ses relations avec la Russie - Reuters 17 mai 2019

Les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ont adopté vendredi une déclaration répondant partiellement aux revendications de la Russie, ce qui ouvre la voie à un apaisement des relations envenimées par l'annexion de la Crimée en 2014.

Le texte a été adopté "*sans discussion*" par le comité des ministres des Affaires étrangères réuni à Helsinki pour la passation de la présidence semestrielle de l'organisation de défense de la démocratie et des droits de l'homme de la Finlande à la France, a indiqué une source au Conseil de l'Europe.

Seuls 39 des 47 Etats ont toutefois soutenu cette déclaration lors d'un vote organisé à Strasbourg en amont de la rencontre d'Helsinki, a dit une source proche du comité.

L'Ukraine avait affiché ses réticences à faire des concessions à la Russie "*sans contreparties*", selon elle.

Elle a voté contre le texte de même que la Géorgie, les trois Etats baltes, Lituanie, Lettonie, Estonie ainsi que l'Arménie. La Moldavie n'a pas pris part au vote tandis que la Russie s'est abstenue, selon la source.

Le Royaume-Uni et la Pologne, soutien des positions ukrainiennes au sein du comité des ministres, ont néanmoins approuvé la déclaration.

Reuters 17 mai 2019

La preuve.

L'Union européenne reconduit les sanctions contre la Syrie pour un an – RT 17 mai 2019

Les sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Syrie et de ses alliés, en vigueur depuis le 1er décembre 2011, font l'objet d'un réexamen annuel : elles ont été prorogées une nouvelle fois pour un an. La liste noire comprend 270 personnes.

«L'UE a décidé de maintenir ses mesures restrictives contre le régime syrien et ceux qui le soutiennent, compte tenu de la répression qui continue d'être exercée à l'encontre de la population civile», a annoncé le Conseil de l'UE dans un communiqué qui précise également : «La liste comprend à présent 270 personnes et 70 entités soumises à une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et à un gel de leurs avoirs au motif qu'elles sont responsables de la répression violente exercée à l'encontre de la population civile en Syrie, qu'elles tirent profit du régime ou lui apportent leur soutien, et/ou qu'elles sont associées à de telles personnes ou entités.»

L'UE a imposé «un embargo pétrolier, des restrictions frappant certains investissements, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE et des restrictions frappant les exportations d'équipements et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, ainsi que d'équipements et de technologies destinés à surveiller ou intercepter les communications Internet ou les communications téléphoniques.» RT 17 mai 2019

Ils osent tout

Macron faiseur de rois à Strasbourg, mission possible - Reuters 12.05

Macron nommé meilleur ouvrier de France - LeFigaro.fr

C'est la tradition. Chaque président de la République est nommé Meilleur Ouvrier de France Honoris Causa aux côtés des 9 000 artisans MOF récompensés chaque année pour leur «*compétence de très haut niveau dans leur métier*».

Pourquoi la politique de prévention en santé du Président Macron va sauver les bébés français - Le HuffPost 16 mai 2019

Etats et géants du net se mobilisent à Paris contre les contenus terroristes - AFP 16 mai 2019

Les Européennes seront "le vote du siècle", assure Jadot - AFP 12.05

Pour Philippe, l'Europe permet de renforcer la souveraineté de la France - AFP

Maduro et son gouvernement accusés de « crimes contre l'humanité » - LePoint.fr 16 mai 2019

Le gouvernement de Nicolás Maduro est coupable de crimes contre l'humanité, selon Amnesty International. « Dès 2017, nous avons souligné que si les atteintes aux droits humains continuaient, elles pourraient justifier cette qualification », précise Geneviève Garrigos, responsable Amériques d'Amnesty France. LePoint.fr 16 mai 2019

LVOG - Amnesty International, on ne présente plus cette officine de la réaction...

Lituanie: Une ex-ministre des Finances et un économiste au 2e tour - Reuters 12.05

Non, une consommation modérée d'alcool n'a pas d'effet protecteur pour la santé - Franceinfo 12.05

INFOS SOCIALES EN BREF.

Brésil

Manifestations massives au Brésil: signal d'alarme pour Bolsonaro - AFP16 mai 2019

Jair Bolsonaro a traité avec mépris les manifestants qui ont envahi les rues du Brésil pour défendre l'enseignement, mais il aurait intérêt à prendre au sérieux cette première contestation de son gouvernement venue de la rue, un véritable signal d'alarme, selon des analystes.

Plus d'1,5 million d'étudiants et enseignants ont manifesté mercredi dans plus de 200 villes brésiliennes, du jamais vu depuis 2013, quand des millions de Brésiliens en colère avaient réclamé de meilleurs services publics au gouvernement de gauche.

Mais pour le président d'extrême droite, les manifestants de mercredi n'étaient que "*quelques idiots utiles manipulés par une minorité*".

La journée de mobilisation était prévue de longue date, pour protester contre les coupes budgétaires de 30% annoncées dans les universités publiques. Une autre mobilisation vient d'être annoncée par le principal syndicat étudiant pour le 30 mai.

- Porte fermée au dialogue -

"Les manifestations affaiblissent le gouvernement, qui était déjà fragilisé par des tensions internes. Mais si ces manifestations ont eu lieu, c'est parce que le gouvernement a attisé le feu", affirme le politologue Claudio Couto, de la Fondation Getúlio Vargas (FGV).

"L'économie est à l'arrêt, la rue est mobilisée et (Jair Bolsonaro) perd du soutien au Congrès: ce sont les conditions réunies pour une chute d'un gouvernement en Amérique Latine", ajoute-t-il même.

Dans les cortèges ce ne sont pas seulement les coupes budgétaires contre l'enseignement qui ont été décriées, mais aussi les priorités de l'action gouvernementale, telle la réforme des retraites ou le port d'arme.

Le coup de grâce pourrait venir "*d'un scandale impliquant le gouvernement*", explique le politologue, qui cite par exemple les soupçons de liens des fils Bolsonaro avec les milices para-policières semant la terreur dans des quartiers populaires de Rio de Janeiro.

Une marée humaine dans les rues du Brésil pour défendre l'université - AFP 16 mai 2019

Une marée humaine a envahi mercredi soir les rues des grandes villes du Brésil où des centaines de milliers d'enseignants et d'étudiants ont déferlé pour défendre les universités, menacées par d'importantes coupes budgétaires.

La mobilisation, qui a touché les 27 Etats du Brésil et, selon la presse, 188 villes, a également été marquée par l'arrêt des cours dans des centaines d'établissements, publics et privés.

Les seuls chiffres fournis par la police ont fait état, en soirée, de 20.000 manifestants à Belem (nord) et 15.000 à Brasilia (centre-ouest).

Mais selon les organisateurs, 150.000 personnes ont manifesté à Sao Paulo (sud-est), 70.000 à Salvador (nord-est), 20.000 à Curitiba (sud) et 15.000 à Belo Horizonte (sud-est).

A Rio, des dizaines de milliers de personnes ont envahi le centre et les images aériennes des télévisions étaient impressionnantes, comme à Sao Paulo.

Ces centaines de milliers de manifestants répondaient à l'appel de leurs syndicats pour protester contre le gel de 30% des budgets des universités fédérales.

Depuis le Texas, où il devait recevoir un prix de la Chambre de commerce Etats-Unis-Brésil, le président Bolsonaro a vu dans les manifestants "*quelques idiots utiles manipulés par une minorité experte qui compose le coeur des universités fédérales au Brésil*". Des propos qui ont été accueillis avec colère sur les réseaux sociaux.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, l'enseignement a été le terrain privilégié de la chasse au "*marxisme culturel*" pour un gouvernement décidé à éliminer tout supposé endoctrinement gauchiste des élèves dans les salles de classe.

M. Weintraub avait déjà provoqué une polémique fin avril en évoquant une réduction des fonds publics alloués aux départements de philosophie et de sociologie des universités.

Le ministère de l'Education a été le théâtre depuis janvier de graves turbulences: luttes intestines, décisions erratiques et limogeage d'un premier ministre nommé avant M. Weintraub.

Encore sonnée par sa défaite dans les urnes contre Jair Bolsonaro en octobre 2018, la gauche espère relever la tête à la faveur du mouvement de contestation dans l'enseignement.

Plusieurs syndicats ont ainsi estimé que la journée de mercredi était une répétition générale avant la grève nationale contre l'impopulaire réforme des retraites à laquelle ils ont appelé pour le 14 juin. AFP 16 mai 2019

INFOS ÉCONOMIQUES EN BREF.

Etats-Unis.

Les Etats-Unis lancent l'offensive technologique contre la Chine - AFP 17 mai 2019

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a pris une nouvelle dimension, Washington sortant l'artillerie lourde dans le secteur des technologies pour tenter de neutraliser Huawei, acteur incontournable des réseaux mobiles et de la 5G en particulier.

A l'aube du déploiement dans le monde de la 5G, future génération ultrarapide de l'Internet mobile, Donald Trump a interdit mercredi aux réseaux de télécommunications américains de se fournir en équipements auprès de sociétés étrangères jugées à risque, une mesure ciblant Huawei, le géant chinois des télécommunications.

La firme dont le siège est implanté à Shenzhen, dans le sud de la Chine, est depuis longtemps dans le collimateur des autorités américaines, soupçonnée d'espionnage au profit de Pékin qui aurait largement contribué à sa spectaculaire expansion internationale.

Les Etats-Unis n'ont jamais apporté de preuve - du moins publiquement - pour étayer ces accusations, mais ils pressent leurs alliés de se passer des infrastructures de Huawei.

Le ministère américain du Commerce a enfoncé le clou en plaçant Huawei sur une liste d'entreprises suspectes auprès desquelles les sociétés américaines telles que Qualcomm et Intel ne pourront commercer qu'après avoir obtenu un feu vert des autorités.

Le déploiement de la 5G, qui promet de tout connecter, partout et tout le temps, va offrir un débit jusqu'à 10 fois plus rapide que la 4G.

"*Le monde ne peut pas se passer de nous car nous sommes plus avancés*" que la concurrence, s'était targué en février le fondateur de Huawei Ren Zhengfei, dans un rare entretien accordé à la BBC.

Huawei, qui fait la course en tête loin devant les groupes d'Europe du Nord Nokia et Ericsson, a aussi déposé un nombre massif de brevets pour asseoir sa domination.

Pékin a gagné depuis longtemps la bataille de l'industrie manufacturière. Avec son plan "*Fabriqué en Chine 2025*", elle entend dominer les technologies de demain. AFP 17 mai 2019

Commerce: Pékin va taxer 60 milliards de dollars de produits américains - Reuters 13 mai 2019

La Chine a annoncé lundi son intention d'imposer des droits de douane sur 60 milliards de dollars (53,4 milliards d'euros) de produits américains, trois jours après l'entrée en vigueur d'un nouveau relèvement par les Etats-Unis de leurs propres tarifs douaniers visant Pékin.

Les nouveaux droits, qui s'appliqueront le 1er juin, concerneront quelque 5.140 produits américains et s'échelonneront de 5% à 25%, a précisé le ministère des Finances dans un communiqué.

Washington a relevé vendredi de 10% à 25% les droits touchant plusieurs milliers de produits importés de Chine pour un montant total de 200 milliards de dollars.

Le gouvernement chinois avait annoncé dans la foulée qu'il répliquerait aux nouveaux tarifs douaniers américains mais n'avait pas encore détaillé jusqu'ici les mesures qu'il entendait prendre.

L'annonce de lundi marque donc une nouvelle dégradation des relations commerciales sino-américaines, qui se sont brutalement crispées début mai, Washington accusant Pékin d'avoir fait marche arrière dans les négociations commerciales que les deux parties mènent depuis plusieurs mois.

Plus tôt lundi, Donald Trump avait mis en garde la Chine contre toute mesure de rétorsion au dernier relèvement des droits de douane imposé vendredi par les Etats-Unis.

Il n'y a "*aucune raison que le consommateur américain finance les droits de douane, qui entrent en vigueur aujourd'hui (...)*". *La Chine ne doit pas riposter, cela ne ferait qu'aggraver les choses!*", a écrit le président américain sur Twitter.

"*Je dis ouvertement au président Xi et à tous mes nombreux amis en Chine que la Chine sera très durement touchée si vous ne concluez pas un accord, parce que les entreprises seront alors obligées de quitter la Chine pour d'autres pays. Trop cher d'acheter en Chine. Vous aviez un formidable accord, presque bouclé, et vous avez fait machine arrière!*", a continué Trump à propos des négociations commerciales.

Auparavant, le ministère chinois des Affaires étrangères avait réaffirmé la détermination de Pékin face à la menace de Washington de relever les tarifs douaniers sur l'ensemble des importations chinoises.

"La Chine ne cédera pas aux pressions extérieures. Nous avons la confiance et la capacité nécessaires pour défendre nos droits légitimes", avait déclaré un porte-parole du ministère en réponse à une question sur la menace de Donald Trump.

Les médias officiels chinois ont continué lundi de réaffirmer que la porte de la Chine était toujours ouverte aux négociations, tout en jurant de préserver les intérêts et la dignité du pays.

"A aucun moment la Chine ne renoncera à être respectée, et personne ne doit attendre d'elle qu'elle avale des couleuvres et néglige ainsi ses intérêts fondamentaux", écrit ainsi le Quotidien du Peuple, l'organe du comité central du Parti communiste au pouvoir.

L'annonce des mesures de rétorsion de la Chine a provoqué un nouveau regain d'aversion au risque sur les marchés financiers, les investisseurs s'inquiétant de l'impact des tensions commerciales sur la croissance économique mondiale, déjà en voie de ralentissement. Reuters 13 mai 2019

Leur vieux monde est une décharge.

Un archipel de l'océan Indien recouvert de plastique - Le Parisien 17 mai 2019

Des plages de sable blanc, recouvertes de plastique. Sur les îles Cocos, un groupe de 27 atolls dans l'océan Indien, à 2,100 km à l'ouest de l'Australie, stagnent 400 millions de fragments de plastique. Soit 238 tonnes.

Et encore, ce n'est que la partie immergée de « l'iceberg ». « *Ce qui m'a le plus surpris c'est qu'en creusant dans les sédiments, la quantité ne diminue pas* », se désole la biologiste Jennifer Lavers, dont l'étude est parue jeudi dans la revue Nature Scientific Reports.

Selon l'équipe de chercheurs, la quantité réelle de plastique sur les plages étudiées, dans les différentes couches de sable, équivaldrait à jusqu'à 26 fois le volume des fragments visibles en surface. Pour eux, les études globales sur les déchets tendent donc à « *sous-estimer drastiquement l'ampleur de l'accumulation* ».

Une bonne part des déchets retrouvés sur l'archipel sont des emballages alimentaires. Nos modes de production et de consommation sont en cause, pour les chercheurs, alors que la production mondiale de plastique reste en pleine croissance, la moitié du volume produit datant des 13 dernières années.

« *Certains atolls ont reçu de telles quantités (de plastique) qu'on est obligé de se poser des questions sur la manière dont on vit, y compris sur nos objets du quotidien* », pointe Jennifer Lavers. Le Parisien 17 mai 2019

